

Déclaration liminaire au CSE du Siège du 27 avril 2022

Dimanche, l'audiovisuel public a échappé à la privatisation promise par Madame Le Pen, mais il n'est pas tiré d'affaire. Le programme du vainqueur de l'élection présidentielle, Emmanuel Macron, n'est guère plus rassurant. La suppression de la redevance, remplacée par une ligne dans le budget de l'État, hypothèque lourdement notre avenir.

Nous subissons déjà les coupes budgétaires et la chasse aux ETP qui laissent une entreprise exsangue, avec des programmes et une information appauvris, et un personnel en grande souffrance.

Dans les services administratifs, comme la paye, les RH, la communication, la finance, là où il y avait trois salariés, il n'y en a plus que deux pour faire le même travail. Pareil au CDE ou sur les plateaux. Dans les rédactions, les effectifs fondent à vue d'œil, on manque de JRI et de rédacteurs pour fournir les éditions. Le canal 27 s'épuise à courir après BFM, oubliant son ambition première de décryptage et d'analyse. À la rédaction numérique, on ne cesse de charger la barque, sans augmenter les effectifs. Les magazines externalisent de plus en plus leurs dossiers et reportages.

Tensions dans les services, troubles psychosociaux, burnout, taylorisation et perte de sens au travail font que les conflits et les tensions explosent dans un grand nombre de services. Cet état des lieux est le fruit d'une politique, qui essore France Télévisions et ses salariés depuis plus de 10 ans.

A cela s'ajout, ce qu'on peut appeler, la maltraitance salariale : les disparités vécues comme autant d'injustices et rendues encore plus insupportables, avec le retour de l'inflation. Le candidat Emmanuel Macron, lui-même, a reconnu sur France Inter le 22 avril, que le retour de l'inflation changeait la donne pour les augmentations salariales.

Avec 3,4% de hausse des prix en 2021 et 4,4% attendus en 2022, les salariés de France s'appauvrissent. La seule politique des primes et des augmentations individuelles, qui reviennent au mieux tous les 3 ans, n'est plus tenable. Il faut en finir avec le gel des augmentations collectives que nous subissons depuis 2014.

Seul syndicat à ne pas avoir signé la NAO 2021, la CGT estime que réclamer 10% d'augmentation des salaires en 2022, n'a rien d'exorbitant, quand il faut faire face à la hausse du prix de l'essence et du gaz, de l'alimentation, des loyers...

Salaires, conditions de travail, programmes, information, la télévision publique et son personnel devraient au contraire être considérés comme une priorité nationale.

Face aux multinationales de la vidéo comme Netflix, face aux médias privés aux mains des milliardaires, comme Bolloré, Bouygues ou Drahil et avec une multitude de réseaux sociaux véhiculant de fausses informations. On n'a jamais eu autant besoin d'un service public puissant et de référence.

Actuellement, nous vivons tout le contraire. La fuite des programmes vers France Télévisions Studio n'a pas cessé. Côté information, après avoir liquidé la rédaction nationale de France 3, après avoir supprimé Soir 3, c'est le 19/20 qui est à son tour attaqué. Déjà malmené et vidé de sa substance, l'édition nationale de France 3 est vouée à devenir un JT de rediffusion des reportages régionaux, entrecoupés de plateaux et de duplex.

Que restera-t-il pour informer les citoyens ? Un 20 heures ligoté par l'audimat, corseté par une hiérarchie omniprésente et dont les impasses éditoriales dévoient la notion même de rendez-vous d'information.

La couverture de la guerre en Ukraine, avec des équipes qui prennent des risques, ne peut faire oublier les grands silences du 20 heures, tant sur l'actu sociale, que sur les 81 peines de mort en Arabie Saoudite, que sur l'Afrique vue plus souvent comme paradis pour touristes, que comme un continent ravagé par les guerres et la pauvreté.

Dernier signe de ce repli, la rédaction Afrique de France Info Numérique, ex-Géopolis, dont la disparition est programmée à court terme. Une autre fenêtre sur le monde qui se ferme.

Paris, le 27 avril 2022